

*Historical Studies in Education / Revue d'histoire de l'éducation*  
BOOK REVIEWS / COMPTES RENDUS

Damien-Claude Bélanger

*Thomas Chapais, historien*

Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa, 2018, 222 p.

L'œuvre de l'historien Thomas Chapais (1858–1946) que nous fait mieux connaître la biographie offerte, avec talent et compétence, par Damien-Claude Bélanger, constitue en elle-même un des jalons « incontournables de l'historiographie québécoise et canadienne-française. Chapais formule un récit historique cohérent qui contribue à l'avancement des connaissances et qui alimente d'importants débats historiographiques. » (4)

Historien autodidacte, Chapais atteint la faite de sa carrière au tournant du XX<sup>e</sup> siècle où ses chroniques historiques dans le journal *La Presse* le font connaître du grand public, puis surtout dans les années 1910 où il occupe une chaire d'enseignement à l'Université Laval et diffuse ainsi son *Cours d'histoire du Canada*, ce qui met fin à une éclipse d'un demi-siècle de l'enseignement universitaire de l'histoire au Québec.

À partir de ces années, « l'œuvre de Thomas Chapais sert de repoussoir au mouvement nationaliste » (17) qu'incarne Lionel Groulx. C'est que Chapais représente pour sa part l'école loyaliste dont les origines remontent au premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle (Allard, dans Bouvier et *al.*, 2012, chap. 1) inaugurée par William Smith et, chez les Canadiens français, par Joseph-François Perreault dont le bon ententisme est ensuite relayé « par de nombreux historiens, dont l'abbé Ferland » (28), prédécesseur de Chapais jusqu'en 1865 à l'Université Laval. Pour cette école de pensée ainsi que pour Chapais, et c'est d'abord ce que les nationalistes ne peuvent ni admettre ni tolérer, la Conquête de 1760 est un événement providentiel qui, pour Bélanger, dénote « un attachement à un cadre politique et à des institutions qui constituent chez Chapais, des remparts à la survivance » (52).

Chapais s'intéresse d'abord et avant tout à l'histoire politique et à celle des classes dirigeantes dont il est issu (son père et son beau-père sont des pères de la Confédération), tout comme il est ultramontain, bien à l'image de ce que le Québec est encore dans une très bonne mesure à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle. Chapais vise aussi théoriquement et épistémologiquement l'objectivité (il a écrit de fort belles pages à ce sujet), mais il est loin d'être objectif lui-même. « Chapais est plus qu'un historien engagé, c'est un historien partisan » (55) [...] du parti conservateur dans l'histoire politique canadienne.

Selon Bélanger, la plus importante contribution de Chapais à l'historiographie québécoise ou canadienne-française provient des deux biographies qu'il produit. La

première porte sur Jean Talon, le « Colbert du Canada » (77), dont le traitement élaboré et très favorable au rôle de l'intendant sera repris par nombre d'historiens et de manuels scolaires après lui. La seconde traite de Montcalm à qui il donne un rôle beaucoup plus positif qu'à Vaudreuil pendant la guerre de la Conquête. Pour l'historien, et c'est là représentatif des valeurs de Chapais, « préférer Montcalm à Vaudreuil, c'est préférer les modes d'affirmation nationale étapistes, défensifs et prudents aux aventures éclatantes et périlleuses. » (87) Dans la même foulée, Chapais réfute aussi la thèse de l'abandon du Canada par la France à ce moment, thèse chère à Groulx, entre autres.

« Le 'miracle' de la survivance se situe au cœur de l'œuvre chapaisienne. Chapais l'attribue à la bienveillance de l'aristocratie britannique, à la clairvoyance des élites canadiennes-françaises et, surtout, à la Providence. » (89) Pour ce qui est de l'Acte de Québec de 1774, Chapais se démarque encore davantage de l'historiographie en faisant peu de cas du contexte révolutionnaire dans les Treize colonies pour plutôt en attribuer le mérite « à la forme intrinsèque de nos réclamations [ainsi qu'à] la bienveillance des grands jurisconsultes anglais de l'époque » (97).

C'est après la guerre d'indépendance américaine que Chapais estime que la première phase de notre survivance religieuse et nationale se termine, ce qui l'amène encore à se particulariser en prétendant « que Londres cherchait à établir une province française avec l'Acte constitutionnel de 1791 » (102). Pour l'historien loyaliste, les rébellions de 1837–1838 sont le fait de révolutionnaires condamnables et non de patriotes, ce qui entraîna la répression sous la forme de l'Union de 1840, ralentissant ainsi l'obtention de la responsabilité ministérielle. Enfin, pour Chapais, la Confédération de 1867 est la victoire suprême. Pour Bélanger, « ce récit historique de Chapais est un récit téléologique, tout tend vers la Confédération, aboutissement de nos luttes nationales » (124).

« Adepte de la psychologie des peuples, Chapais considère que les deux peuples fondateurs possèdent des vocations et des esprits divergents, notamment en raison de leurs héritages religieux distincts. » (130) Dans cet esprit, et contrairement à certaines idées trop facilement reçues, Chapais n'était pas franchement bon ententiste et il refuse en 1916–1917 de participer à la « Ligne de la Bonne Entente [...] ». De plus, malgré son âge avancé, il s'est opposé avec vigueur, en 1944, à une des plus importantes initiatives bon ententiste : la rédaction d'un manuel unique d'histoire du Canada, un projet qu'appuyait l'abbé Maheux. » (130) Aussi, Bélanger note que pour Chapais, « l'indépendance du Québec n'est ni possible ni souhaitable, il faut donc s'entendre et coopérer avec les Canadiens anglais, sans toutefois compromettre l'intégrité nationale du Canada français. » (131)

« Chapais rédige une histoire qui justifie le pouvoir des classes dirigeantes. [...] Chapais aime sa nation, il n'aime pas forcément son peuple. » (134) Au surplus, son loyalisme et le fait qu'il n'ait pas ou bien peu formé de disciples, feront en sorte que son influence se dissipera peu à peu après la Première Guerre mondiale, bientôt largement dépassée par l'œuvre d'historien nationaliste de Lionel Groulx, doublée d'un rôle d'incomparable éveillé de fierté nationale dans l'histoire du Québec. La crise de la conscription de 1917 apparaît comme la clé de voûte explicative de cette

mutation. Tant et si bien qu'à compter des décennies 1940 et 1950, « les historiens se positionnent de moins en moins souvent par rapport aux travaux de sir Thomas, et son œuvre sombre progressivement dans l'oubli » (137).

Avant cela toutefois, Chapais vivra de nombreuses attaques nationalistes. Parmi elles, Bélanger évoque celle qu'il considère la plus dure et venant d'un grand allié de Groulx, Henri d'Arles. Pour lui par exemple, « l'esprit de l'historien doit être parfaitement libre d'entraves'. Or, à ses yeux, dans le contexte canadien-français, le loyalisme constituerait une des pires entraves à l'objectivité historique. » (162)

Un peu dans le même créneau, c'est « au cours des années 1930 que Chapais devient irrécupérable aux yeux du mouvement nationaliste » (170). Conséquemment et en toute logique avec un côté indéniable de l'histoire canadienne, « Chapais est apprécié de la communauté historienne du Canada anglais. Ses travaux sont bien accueillis et l'historien jouit d'un prestige supplémentaire en raison de sa nomination au Sénat » (176) dans les années 1920. À la même époque, dans une correspondance, Chapais s'autoévalue, ce qui nuance nettement le bon ententisme que présentait Bélanger précédemment : [...] « *I wish that this Cours d'histoire du Canada were published in English as well as in French. It would greatly contribute to the harmony of the two halves of Canada* » (180).

Par la suite, Bélanger n'en démontre pas moins les liens ténus entre l'œuvre de Chapais et ce qui a été identifié comme l'école bon ententiste de l'Université Laval, avec ses ténors, d'abord Maheux, puis le trio, Trudel-Hamelin-Ouellet. Pour sa part, l'école de Montréal qui succède à Groulx, avec les Séguin-Frégault-Brunet, nationaliste, dans son essence même, fait peu de cas de Chapais. « L'influence de Thomas Chapais sera plus marquée chez deux historiens autodidactes évoluant, comme lui, dans le giron de l'Union nationale : Jean-Charles Bonenfant et Robert Rumilly. » (191)

En conclusion, laissons le mot de la fin à celui qui a fait œuvre bien utile au total, l'historien Damien-Claude Bélanger. Il cerne un volet plutôt triste, et toujours contemporain, de l'historiographie québécoise :

Ce dernier [Groulx] a réussi à discréditer les travaux de son rival de Québec, mais son œuvre n'a pas pour autant résisté à l'épreuve du temps. Le travail de sappe a d'ailleurs été amorcé dans les années 1950 par certains de ses propres disciples. En effet, alors que la tendance à critiquer ses devanciers est tout à fait normale, il semblerait que le goût de la table rase est encore plus prononcé chez les historiens du Québec que chez ceux de la France ou des États-Unis. Or cette tendance n'est pas un phénomène récent; elle émerge dans l'entre-deux-guerres avec le rejet Groulxien de l'œuvre de sir Thomas Chapais. (205)

**Félix Bouvier**

Historien et didacticien, Université du Québec à Trois-Rivières